

## Flash Info

*Le rapport 2011 de l'IEDOM et les monographies géographiques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon sont disponibles en téléchargement gratuit sur notre site Internet [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr). Celles relatives à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin seront diffusées ultérieurement.*

## Décisions de la BCE et Sommet européen dans le domaine bancaire

### 1 – Décisions de la BCE

Lors de la réunion du 5 juillet 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de réduire les taux directeurs de 25 points de base. Mario Draghi, président de la BCE a souligné lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes se sont encore atténuées, certains risques à la baisse précédemment identifiés qui pesaient sur les perspectives de croissance de la zone euro s'étant matérialisés. La croissance économique continue de rester faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat des affaires ».

### 2 – Sommet européen

Mario Draghi a déclaré que le Conseil des gouverneurs « salue les conclusions du Conseil européen du 29 juin 2012 indiquant sa détermination à prendre des mesures pour faire face aux tensions sur les marchés financiers, rétablir la confiance et relancer la croissance. Il accueille avec satisfaction la décision d'élaborer une feuille de route spécifique et assortie d'échéances précises pour la réalisation d'une véritable Union économique et monétaire. Il se félicite également de la décision prise lors du sommet de la zone euro de créer un mécanisme de surveillance unique, de la possibilité, sous réserve d'une conditionnalité appropriée, de recapitaliser directement les banques, et du recours aux instruments existants du FESF/MES\* de manière souple et efficace afin de stabiliser les marchés ».

\* Fonds européen de stabilité financière et Mécanisme européen de stabilité

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Bâle III

#### 1 – Comité de stabilité financière (CSF)

Le CSF a réalisé à la demande du G20 Finance un rapport sur les effets inattendus des réformes financières. S'agissant du cadre de Bâle III sur les banques, le rapport relève notamment que certains aspects de la pondération du capital sur les actifs, les ratios de liquidité, la définition des actifs liquides de bonne qualité, le régime prévu pour les banques d'importance systémique ainsi que la réforme des dérivés de gré à gré pourraient affecter le fonctionnement des marchés financiers domestiques et la capacité des banques à prêter avec des répercussions potentielles à l'international en raison de la dimension internationale de certaines banques.

Le rapport est disponible en anglais sur : [http://www.financialstabilityboard.org/publications/r\\_120619e.pdf](http://www.financialstabilityboard.org/publications/r_120619e.pdf).

#### 2 – le Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a publié le 26 juin 2012 dans un règlement les informations que les banques devront diffuser lors de la communication du niveau et de la composition de leurs fonds propres selon les règles de Bâle III.

Le document est disponible en anglais sur : <http://www.bis.org/publ/bcbs221.pdf>.

### FATF-GAFI

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Rome du 20 au 22 juin 2012, le GAFI a adopté trois rapports : « Les facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption » disponibles en téléchargement en anglais sur [www.fatf-gafi.org](http://www.fatf-gafi.org) ; « Les lignes directrices sur les enquêtes financières » et « Le commerce illicite du tabac » seront publiés ultérieurement.

### Publications

#### 1 - Banque de France

- La fin des échanges des billets en francs, Enda Palazzeschi et Michel Ruimy, Direction des Activités fiduciaires, Service des Etudes et de la Prospective,

- L'analyse de l'activité des banques par ligne de métiers, Emilie Crété, Direction des Statistiques monétaires et financières – Service d'Etudes et de Statistiques des Opérations financières

Ces deux articles publiés dans le Bulletin de la Banque de France n° 188 sont disponibles en téléchargement gratuit à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/publications/bulletins-de-la-banque-de-france/les-bulletins-de-la-banque-de-france.html>.

#### 2 - Sénat

Crédit à la consommation et surendettement : une réforme ambitieuse à compléter, Mmes Muguette Dini et Anne-Marie Escoffier, commission pour le contrôle et l'application des lois.

Le rapport d'information est disponible sur : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2011/r11-602-notice.html>.

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

### Publication du rapport annuel 2011 de l'IEDOM, fascicule Guadeloupe



Le rapport annuel 2011 (édition 2012) de l'IEDOM est paru et a été présenté à la presse le 29 juin 2012 lors d'une conférence commune avec l'INSEE à Basse-Terre. Il présente les caractéristiques structurelles de l'île et dresse un panorama de son économie, avant de détailler les secteurs d'activité et l'évolution monétaire et financière en 2011.

La croissance de l'activité économique a été confirmée avec l'annonce par l'INSEE d'une première estimation du PIB 2011 réalisée dans le cadre du projet CEROM. Avec une progression de 1,3 % en volume, le PIB guadeloupéen met en évidence la poursuite, à un rythme moins soutenu qu'en 2010 (+2,7 %), du rattrapage amorcée depuis la récession de 2009.

Les dernières tendances de la conjoncture bancaire et financière en 2012 ont également été présentées. Au premier trimestre 2012, l'activité économique guadeloupéenne se maintient dans la plupart des secteurs. L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit sa progression et reste supérieur à sa moyenne de longue période. Les entreprises du commerce continuent de profiter du redressement de la consommation des ménages et le secteur du tourisme reste bien orienté. Dans ce contexte, l'activité de crédit maintient une croissance annuelle soutenue (+8 % après +7 % en décembre 2011) liée essentiellement à la bonne performance des crédits aux entreprises. Toutefois, la situation sur le marché du travail demeure toujours préoccupante.

Ce rapport est téléchargeable librement sur le site de l'IEDOM (<http://www.iedom.fr>).

### Enquête de conjoncture bancaire et financière

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales au mois de mai, l'activité bancaire devrait connaître une évolution contrastée au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012.

La collecte des dépôts devrait enregistrer un rebond tandis que l'activité de crédit afficherait un net tassement ; seul le financement de l'habitat des particuliers serait bien orienté, quoiqu'en léger retrait.

Pour les établissements bancaires, le résultat net s'inscrirait en baisse en raison d'une dégradation marquée des charges d'exploitation et du coût du risque. Parallèlement, le produit net bancaire devrait croître à un rythme plus soutenu grâce au développement des commissions.

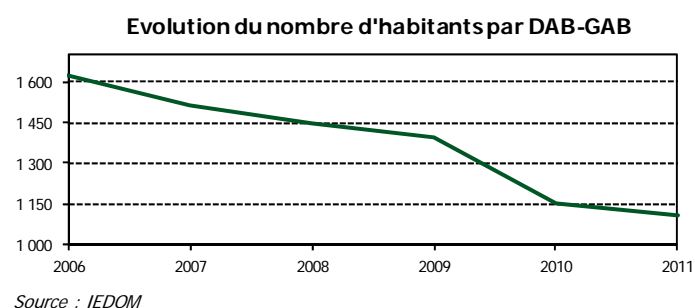
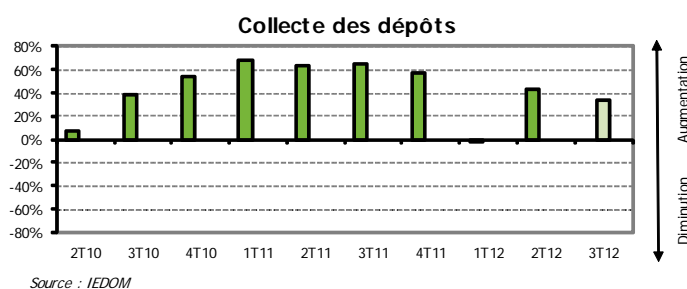
Les dirigeants des établissements de crédit anticipent en revanche une réelle progression de leurs indicateurs au troisième trimestre 2012 en dépit d'un environnement économique jugé toujours incertain. L'activité de crédit devrait s'inscrire en sensible augmentation et la collecte de dépôt resterait bien orientée, bien qu'à un rythme amoindri. Le produit net bancaire et le résultat de la place bancaire locale devraient également s'inscrire en amélioration.

### Le nombre de distributeurs de billets poursuit sa hausse

A fin 2011, le nombre de distributeurs de billets et guichets automatiques (DAB-GAB) installés à la Guadeloupe s'établit à 405, en hausse de 3,6 % (+14 DAB-GAB) sur un an. Le taux d'équipement en distributeurs de billets et guichets automatiques s'améliore également : 1 105 habitants par DAB-GAB à fin 2011 contre 1 152 l'année précédente. Cette tendance à la hausse, constatée depuis plusieurs années, provient notamment d'une politique d'ajustement de l'offre bancaire à l'évolution du paysage commercial de la Guadeloupe.

Dans le détail, les banques mutualistes et coopératives, qui représentent la moitié du nombre total de DAB-GAB (51,8 %), enregistrent une hausse de 3,4 % sur un an de leur parc d'automates, soit un rythme de croissance fortement ralenti par rapport à 2010 qui affichait un rebond de 30,1 %. La croissance du nombre d'automates bancaires du réseau AFB (48 % du parc) s'établit à +3,7 % (contre +14 % en 2010).

La Grande-Terre détient plus de la moitié des automates bancaires (51,1 %). Cette zone enregistre la plus forte progression annuelle du nombre de DAB-GAB en 2011 (+8 unités). En raison de l'importance du nombre de transactions dans le centre économique de l'île, l'équipement en automates est très concentré au sein de l'agglomération pointoise (44,7 %), même si cette situation tend à légèrement s'atténuer au profit de certaines communes dont le développement urbain est particulièrement marqué depuis cinq ans (Le Moule et Sainte-Rose notamment).



## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

---

### Hausse du SMIC de 2 %

Le SMIC augmente de 2 % au 1<sup>er</sup> juillet 2012 soit 21,50 euros net par mois. Le SMIC horaire est porté à 9,40 euros brut, soit 1 425,67 euros mensuels (environ 1 118 euros nets) pour 35 heures hebdomadaires, conformément à l'annonce du ministre du travail et de l'emploi, Michel Sapin, le mardi 26 juin. Lors de la précédente revalorisation, le SMIC avait été augmenté de 2,1 %. Selon l'Institut national de la statistique, en 2011 le SMIC concernait au plan national 10,6 % des salariés à temps plein et 25,2 % des salariés à temps partiel.

### Département de la Guadeloupe : vote du budget supplémentaire de 2012

Les conseillers généraux ont voté à l'unanimité le budget supplémentaire 2012 (plus de 191 millions d'euros) destinés majoritairement aux actions de solidarité et au renforcement de la politique de grands travaux dans des domaines tels que les travaux routiers et portuaires, ou encore l'enseignement. Des majorations de crédits ont été effectuées dans les champs de compétences tels que le RSA (+ 4 M€), les chantiers d'insertion innovants dans les domaines de l'agriculture, de la culture, du nautisme et des métiers de la mer (+ 0,3 M€), l'amélioration de l'habitat (+ 1,3 M€), les travaux routiers (+ 17,3 M€), l'irrigation (+ 0,65 M€) ou encore le Fonds d'Aide aux Communes (+ 5 M€).

### Colloque sur la responsabilité juridique des élus face au risque sismique

L'association des maires, en collaboration avec les services de l'État, a organisé samedi 23 juin un colloque intitulé « Responsabilité juridique des élus au regard des risques naturels et du risque sismique en particulier » afin de souligner les obligations des responsables des collectivités mais également de proposer des solutions réalistes pour réduire la vulnérabilité sismique des bâtiments publics. Le coût de la reconstruction ou du confortement des établissements scolaires pour la Guadeloupe est estimé à 227 millions d'euros pour les lycées, 260 pour les collèges et un peu plus de 400 pour les écoles. Jusqu'à la moitié du coût peut être financée par l'Etat, le reste restant à la charge de la collectivité.

### Assemblée générale de l'association des Moyennes et petites industries (AMPI)

L'assemblée générale ordinaire de l'AMPI s'est déroulée mercredi 13 juin au WTC à Jarry. Les patrons des petites et moyennes industries de Guadeloupe ont fait le bilan de l'année. Selon le président des MPI, Franck Desalme, l'industrie génère des emplois solides. Il a également lancé un message afin de protéger et privilégier la production locale par rapport aux produits d'importation et a annoncé le lancement du magazine « produit péyi » qui paraîtra deux fois par an.

### La FEDOM prépare la conférence économique de l'Outre-mer

Le conseil d'administration de la fédération des entreprises d'Outre-mer s'est réuni le 20 juin à Paris afin de préparer la conférence économique de l'Outre-mer qui devrait avoir lieu en octobre. Outre la question de l'émergence des marchés régionaux, quatre grands thèmes ont été examinés : le financement et la compétitivité des entreprises (zones franches, défiscalisation, banque de financement des PME, extension du fonds d'investissement de proximité), le chômage des jeunes, le tourisme et enfin la question de la vie chère.

### Commission européenne : une nouvelle stratégie pour les RUP

Le mercredi 20 juin, le collège des Commissaires européens a adopté la communication dénommée « Les régions ultrapériphériques de l'Union européenne : vers un partenariat pour une croissance intelligente, durable et inclusive ». Aucun engagement n'a été pris sur la prolongation de l'octroi de mer après 2014. La Commission reprend par contre des propositions clés du rapport sur la réforme de la Politique Commune de la Pêche récemment présenté au Parlement européen.

## ACTUALITE REGIONALE

---

### Hausse de la TGCA à Saint-Martin

La taxe générale sur le chiffre d'affaires (TGCA) passe de 2 à 4 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012 pour les livraisons d'électricité et les services de télécommunication. De plus, concernant les droits de mutation dus par l'acquéreur à l'occasion de l'achat d'un bien immobilier, le taux du droit d'enregistrement est porté de 6 à 8 % (une taxe qui reste inchangée pour le bailleur social). L'impôt sur la plus-value immobilière passe de 16 à 19 %, le délai d'exonération est rallongé de 15 à 30 ans. Avec ces nouvelles mesures fiscales, la collectivité espère récupérer 5 millions d'euros de recettes supplémentaires par an.

### L'office de tourisme saint-martinois veut accroître sa visibilité aux États-Unis et au Canada

Le comité de direction de l'office de tourisme de Saint-Martin s'est réuni pour la première fois sous la direction du nouveau président Alain Richardson. Afin d'accroître la visibilité de la destination, différents partenariats sont envisagés : avec la Caribbean Tourism Organization (CTO) pour le marché américain, avec Air Canada, West Jet et Sunwing pour la mise en place de séjours tests pour les professionnels du tourisme au Canada et avec Sun Sail, Métimer, Mooring et le port de Galisbay en ce qui concerne les marchés croisière, nautisme et yachting.

### Semaine du tourisme Caraïbéen à New York

Durant « La Semaine des Caraïbes » à New York, organisée du 7 au 9 juin 2012 par l'Organisation Caraïbéenne du Tourisme, les salons de l'hôtel Marriott à New York ont accueilli les tours opérateurs, diplomates et officiels du tourisme de toute la Caraïbe, venus présenter le meilleur de leurs offres aux agences américaines. Le vice-président de la Chambre de commerce de Saint-Martin, Jean Arnell, était présent.

### Nouvel aéroport à Saint-Vincent

D'ici 2013, l'île de Saint Vincent devrait disposer d'un nouvel aéroport capable de recevoir 1,5 million de passagers par an sur des gros porteurs comme le 747 400s. Le gouvernement finance le projet à hauteur de 220 millions d'euros, le reste étant financé par des pays tels que le Mexique, le Canada, Cuba, Trinidad, le Venezuela, la Malaisie ou encore Taiwan.

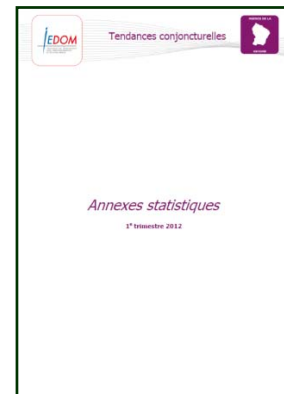
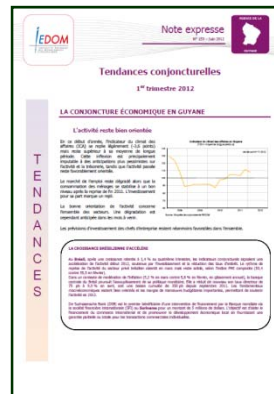
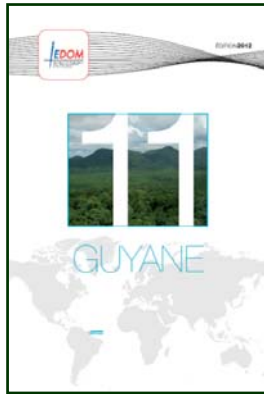
## PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Indice des prix à la consommation France	Mai 2012	127,7	-0,2 % -	1,3 % 2,0 %
Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Mai 2012	57 830	0,1 %	3,6 %
Exportations - (en M€)	Avril 2012 <i>Cumul à fin avril</i>	18,5 99,2	- -	- -37,8 %
Importations - (en M€)	Avril 2012 <i>Cumul à fin avril</i>	213,9 1 507,5	- -	- -12,7 %
Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Avril 2012	39	-0,5 %	1,5 %
Nombre d'entreprises créées	Mai 2012 <i>Cumul à fin mai</i>	345 2 175	- -	- -10,6 %

LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Juin 2012	20 973	0,2 %	-0,9%	
Nombre de retraits de cartes bancaires	Juin 2012	451	20,9 %	6,9 %	
Nombre de dossiers de surendettement déposés	<i>Cumul à fin juin</i>	156	-	-24,6 %	
Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	3 978	102,8 %	133,4 %	
		<i>Cumul à fin juin</i>	11 668	-	40,7 %
	- Nombre	137	10,5 %	-4,9 %	
		<i>Cumul à fin juin</i>	755	-	2,9 %

LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties)	Mai 2012	132 480	-	-
	<i>Cumul à fin mai</i>	880 182	-	5,7 %
Trafic net de marchandises (tonnes)	Mai 2012	262 446	1,0 %	-18,3 %
Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)		63 280	-19,0 %	20,8 %
Immatriculations de véhicules neufs	Avril 2012	1 185	-12,5 %	4,4 %
Ventes de ciment (tonnes)	Juin 2012	22 142	14,1 %	6,1 %
	<i>Cumul annuel</i>	125 225	-	8,2 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE



### Publications de l'Institut

Comme chaque année, l'IEDOM publie son **rapport annuel**. Cette monographie dresse un état des lieux global et sectoriel de l'économie guyanaise. Elle est disponible, comme toutes les publications, en téléchargement sur le site internet de l'IEDOM. Depuis cette année, le rapport annuel de l'IEDOM peut être obtenu gratuitement dans les locaux de l'agence.

D'après le dernier **bulletin trimestriel de suivi de la conjoncture financière et bancaire**, l'activité des établissements de crédit marque sensiblement le pas au cours des trois premiers mois de l'année. D'une part l'activité de collecte se contracte, marquée par un recul de l'encours des dépôts et, d'autre part, la croissance du financement s'essouffle après avoir progressé significativement au cours du dernier trimestre 2011.

La dernière parution de la note **tendances conjoncturelles** montre un assez bon début d'année, avec notamment un indice du climat des affaires bien orienté, mais qui reste toutefois en légère baisse par rapport au trimestre précédent, dans un contexte d'attentes de résultats électoraux, et d'une pluviométrie importante. Tous les secteurs sont concernés, mais une légère dégradation reste anticipée dans les mois à venir. Les **annexes statistiques** sont également disponibles, regroupant 32 pages de données, tableaux et graphiques sur un grand panel d'indicateurs régionaux, y compris l'indicateur du climat des affaires (ICA) pour chaque secteur.

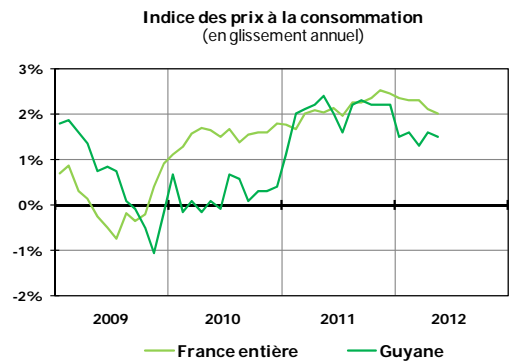
Ces publications et celles des autres géographies d'outre-mer sont téléchargeables gratuitement sur notre site Internet [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr).

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages à fin mai 2012 est resté stable par rapport à avril (+0,0 %). Selon l'analyse de l'INSEE, la hausse des prix alimentaires sur le mois (+0,3 %) a été compensée par la baisse des prix des produits manufacturés (-0,1 %) et de l'énergie (-0,3 %).

Sur un an, l'indice croît de 1,5 %, tiré par la hausse des prix de l'alimentation (+3,1 % par rapport à mai 2011), des services (+ 1,2 %) et de l'énergie (+ 5,2 %). Les prix des produits manufacturés en revanche marquent un recul par rapport à l'an dernier, essentiellement sur le poste habillement et chaussures. Par rapport aux autres régions ultramarines (+ 1,3 % à la Guadeloupe, + 1,2 % à la Martinique et + 0,8 % à la Réunion), le rythme annuel de progression des prix est soutenu en Guyane, mais reste depuis fin 2011, en deçà des résultats observés pour la France entière (+ 2,0 %).



Source: INSEE : variations sur un an des indices mensuels avec tabac.

### Carburants

Le prix des hydrocarbures reste inchangé pour le mois de juillet. Comme au mois de juin, l'arrêté préfectoral n°988 fixe donc les prix de 1,73 € pour l'essence (+5,5 % par rapport à juillet 2011), et de 1,56 € pour le gazole (+4,7 %). Le prix de la bouteille de gaz a quant à lui baissé, passant de 24,81 € à 22,96 € (soit -1,25 €).

### Bilan économique

Présentée lors d'une conférence de presse commune avec l'IEDOM, l'INSEE a publié l'Année Economique et Sociale 2011. La présentation conjointe du rapport annuel de l'IEDOM et de l'Année Economique et Sociale de l'INSEE a permis de coordonner les analyses et les expertises faites par les deux entités sur la conjoncture du département. La publication INSEE, « Antiane éco » n°75, est disponible en libre téléchargement sur [www.insee.fr/guyane](http://www.insee.fr/guyane).

### Agriculture

Le Cirad et la DAAF ont organisé les premiers ateliers des réseaux d'innovation et de transferts agricoles (Rita) pour les productions végétales en Guyane, du 4 au 11 juin dernier. Ces ateliers sont destinés à permettre à de nombreux acteurs (50 participants) de se réunir autour de visites d'exploitations agricoles, d'ateliers de transformation, et de réunions de travail, afin de préciser les demandes des producteurs en matière d'innovation techniques, de transfert de connaissances, et de proposer des démarches expérimentales pour répondre aux besoins identifiés. Le séminaire a entre autre dégagé le besoin d'une cartographie de la fertilité des sols Guyanais, à destination des agriculteurs et de l'aménagement du territoire. Les actes complets de ce séminaire devraient être prochainement disponibles sur le site internet dédié des Rita.

## Secteur spatial

Le 5 juillet 2012, le lanceur Ariane 5 a lancé avec succès le satellite de télécommunication EchoStar XVII et le satellite météorologique MSG-3. EchoStar XVII a été construit par Space Systems Loral pour l'opérateur américain Hughes Network Systems, LLC, une filiale d'EchoStar Corporation. MSG-3 (Meteosat Second Generation) a été construit par Thales Alenia Space pour EUMETSAT, l'organisation européenne intergouvernementale pour l'exploitation de satellites météorologiques. Par ailleurs, au 1<sup>er</sup> juillet, Bernard Chemoul est entré en fonction en tant que Directeur du Centre Spatial Guyanais du CNES, en remplacement de Joël Barre. Il était Directeur adjoint, et sous-directeur « Protection sauvegarde environnement » du Centre Spatial Guyanais depuis 2008.

## Transport

Le 26 juin 2012, les délégués de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) ont découvert un état des lieux des transports en commun dans les six communes. L'étude montre la nécessité d'accroître l'offre de transports en commun sur l'île de Cayenne, et d'en améliorer la rapidité, les bus étant « englués dans la circulation quotidienne ». En effet, le rapport indique que, sur la communauté d'agglomération, seuls 7% des déplacements sont effectués en transport en commun. La CACL gère désormais les transports urbains, la SMTC ayant été dissoute le 30 juin dernier, par l'arrêté préfectoral n°987 du 28 juin 2012.

## Pétrole

Exposée en premier lieu par « Le Monde » du 13 juin 2012, l'annonce de la suspension des permis exploratoires d'hydrocarbures a rapidement fait le tour des rédactions : locales, nationales, et internationales. Cette suspension était intervenue dans le cadre de la remise à plat de l'ensemble des permis d'hydrocarbures nationaux par le nouveau gouvernement. L'objectif annoncé était la refonte du code minier français, très ancien (la loi fondatrice datant de 1810), pour prendre en compte notamment la question environnementale. La suspension était survenue alors que le « Stena-Icemax », navire plateforme d'exploration pétrolière, arrivait sur place, sachant que le coût estimatif de l'immobilisation d'un tel navire aurait été de 1 million d'euros par jour selon Shell. Outre les réactions prévisibles de Shell face à ce coup d'arrêt, les élus guyanais se sont rapidement organisés pour demander la reprise des forages. Ils ont pu rappeler une nouvelle fois à cette occasion les divers points qui mériteraient selon eux d'être reconsidérés, notamment le raffinage programmé à Trinidad et le montant ainsi que la répartition des taxes sur la manne pétrolière. Deux arrêtés préfectoraux du 20 juin 2012 ont finalement autorisé la reprise des travaux d'exploration pétrolière.

## Habitat

L'observatoire de l'habitat, de l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Guyane (AUDeG), a publié sa première note relative aux chiffres clés de l'habitat en Guyane. Les données avancées font état de 68 355 logements (dont 19 381 appartements) recensés en Guyane en 2008, ce qui représente une progression de 26,5 % depuis 1999. L'étude fait ressortir un essor de pôles urbains guyanais majeurs (les communes périphériques de l'île de Cayenne ont un parc de logements en forte croissance, de même que les communes de Saint-Georges et de Saint-Laurent). Parallèlement, la note montre une forte progression des logements de fortune (+21 % entre 1999 et 2008). Ce premier numéro de la note de l'observatoire de l'habitat est disponible sur le site de l'AUDeG ([www.aruag.fr](http://www.aruag.fr)).

## Orpillage clandestin

Les réactions ont été vives après l'embuscade ayant causé la mort de 2 militaires, sur le site d'orpillage clandestin de Dorlin. Ce site, qui devait être libéré de ses orpailleurs clandestins au profit de l'installation d'orpailleurs légaux (la concession appartenant à Auplata), est désormais sous haute tension. Ce dernier drame pose une nouvelle fois la question des mesures à prendre contre l'orpillage clandestin, dont les acteurs deviennent de plus en plus violents.

Au Brésil – ou l'affaire de Dorlin n'a eu que très peu d'échos, la réouverture prochaine de mines d'or redevenues rentables avec la hausse des cours de l'or a été annoncée, notamment celle de Serra Pelada, une des plus grandes mines d'or à ciel ouvert avant sa fermeture en 1992.

# ACTUALITES REGIONALES

## Pétrole au Suriname

Chevron Corp., n°2 américain de l'énergie, a passé un accord avec Kosmos Energy Ltd. pour de l'exploration pétrolière au large du Suriname. La zone, d'une superficie d'environ 2,8 millions d'hectares, est située à 250 kilomètres au large de Paramaribo, pour des profondeurs allant de 200 à 2 600 mètres. Kosmos Energy sera l'opérateur de ces blocs jusqu'à la fin de la phase d'exploration, et Chevron en deviendra l'opérateur dans le cas d'une découverte avérée. Les premiers forages pourraient commencer dès 2014.

## Environnement

Le Fonds Multilatéral d'Investissement (MIF), la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et le Bloomberg New Energy Finance ont publié le « Climatescope 2012 », qui est un classement des pays selon l'intérêt des investissements dans les énergies renouvelables. Les 26 pays étudiés sont évalués et classés selon leurs capacités à attirer des investissements dans les énergies à faible coût carbone. Les deux extrémités de ce classement sont représentées par les deux voisins directs de la Guyane. Ainsi, le Suriname, est classé dernier, à cause d'une faible volonté politique de développer ces filières. Sa part d'énergie renouvelable retenue dans cette étude est de 0 %. En effet, les auteurs ont fait le choix de ne pas inclure le grand hydroélectrique dans les énergies renouvelables, ce qui désavantage fortement le Suriname, dont la production installée totale de 277 MW est assurée pour moitié par cette énergie.

Le Brésil, quant à lui premier du classement, comptabilise 12 % d'énergie renouvelables sur les 116 GW installés (éolien 1 %, petite hydroélectricité 4 %, biomasse 7 %). La Guyane, absente du classement, atteindrait selon la même méthodologie une part de 11 % (biomasse 1 %, petite hydroélectricité 4 %, photovoltaïque 8 %)<sup>1</sup>, se classant pour ce critère parmi les plus avancés.

## Tourisme

Selon une étude publiée par la firme de services-conseils argentine Ecolatina, le tourisme en Amérique du sud a augmenté de 9,4 % durant l'année 2011. Cette hausse est plus importante que l'augmentation constatée au niveau mondial (+4,6 %).

<sup>1</sup> En considérant les données du bilan prévisionnel EDF 2011.

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources					
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	mai-12	125,2	[0,0%]	[1,5%]	Insee					
			juil-12	1,73 €	[0,0%]	[5,5%]	Préfecture/Dieccte					
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	mai-12	17 770	0,2%	4,7%	Dieccte				
				↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	avr-12	7 903	0,9%	16,7%	Pôle Emploi		
						↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	avr-12	15 786	[1,1%]	[2,4%]	Caf
								avr-12	7,9 M€	[-3,9%]	[-0,2%]	
	↓	Prestations nettes versées (1)	Cumul	30,5 M€		ns.						
	CONSUMMATION	↓	Recettes d'octroi de mer	mai-12	10 M€	-16,6%	3,7%	Douanes				
				↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	mai-12	12,3 M€	-9,9%	-9,2%	Douanes		
						↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	mai-12	299	-0,4%	-2,2%	Somafi
								Cumul	1 684		-2,8%	
	INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	mai-12	27,5 M€	-17,6%	-24,3%	Douanes				
				↓	Ventes de véhicules utilitaires	Cumul	153,2 M€		-29,1%			
						mai-12	72	-19,0%	-6,3%	Somafi		
						Cumul	427		-4,5%			
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (3)	mai-12	26,5 M€	122,7%	90,2%	Douanes					
			↑	Importations (3)	Cumul	74,2 M€		22,8%				
					mai-12	133,1 M€	25,6%	23,6%	Douanes			
					Cumul	533,3 M€		-4,8%				

INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à juin 2012	3 tirs (2 Ariane 5, 1 Vega)	3 tirs à juin 2011	Arianespace					
			Satellites lancés	Cumul à juin 2012	5 satellites et 1 ATV	4 satellites et 1 ATV à juin 2011						
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	mai-12	8 092 tonnes	3,4%	20,7%	Ciments guyanais				
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	mai-12	199 kgs	89,8%	69,7%	Douanes				
				↑	Exportations d'or en valeur (3)	Cumul	422 kgs		27,2%			
						mai-12	7,6 M€	134,7%	95,7%	Douanes		
						↓	Cours de l'once d'or	Cumul	24,5 M€		43,5%	
								mai-12	1 585,31 \$	[-3,9%]	[4,9%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	↑	Grumes sorties de forêt	déc-11	7 444 m3	125,6%	26,8%	ONF					
		Cumul	73 739 m3		-6,3%							
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (3)	mai-12	35,7 tonnes	27,6%	-59,2%	Douanes				
				↑	Exportations de poissons (3)	Cumul	149,4 tonnes		-51,6%			
						mai-12	58,1 tonnes	78,9%	-8,7%	Douanes		
						Cumul	111,2 tonnes		-47,6%			
		Exportations de riz (2)(3)	mai-12	0 tonne	ns.	ns.	Douanes					
			Cumul	0 tonne		ns.						
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	avr-12	32 336	6,2%	-3,4%	CCIRG					
			↑	Nombre de nuitées	Cumul	123 209		-4,0%				
					avr-12	27 000	2,9%	-17,9%	Insee			
			Cumul	105 000		-4,3%						

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

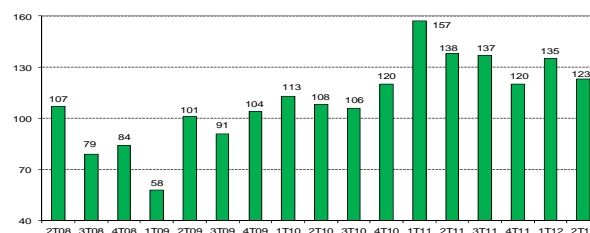
BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Baisse du nombre de dossiers de surendettement au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2012, le nombre de dossiers déposés auprès du secrétariat de la commission de surendettement s'élève à 123, contre 135 au premier trimestre, soit une baisse de 8,9 %. Alors que le mois de mai est caractérisé par un faible nombre de dossiers déposés (25 dossiers), le mois de juin est en revanche dynamique (50 dossiers). Par ailleurs, 43 plans conventionnels ont été conclus sur le trimestre (-36,8 %), tandis que la commission a orienté 15 dossiers en procédure de rétablissement personnel (+7,1% par rapport au premier trimestre).

Evolution du nombre de dossiers déposés

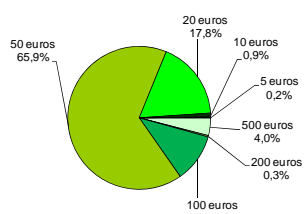


Source : IEDOM

### Progression des émissions de billets et de pièces

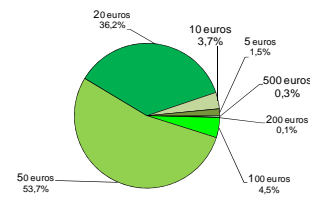
Au 30 juin 2012, les émissions nettes de billets ont progressé de 9,4 % en valeur, sur un an, et de 7,4 % en volume. Elles s'établissent à 19,8 millions de billets, pour une valeur de 808,9 millions d'euros. Les coupures de 50 euros représentent à elles seules 53,7 % du nombre de billets émis et 65,9 % des émissions en valeur. Les émissions de pièces ont progressé quant à elles de 7,2 % en volume et de 6,1 % en valeur. Elles s'établissent à 178 millions de pièces, pour une valeur de 24,3 millions d'euros.

Répartition en valeur à fin juin



Source : IEDOM

Répartition en volume à fin juin



Source : IEDOM

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

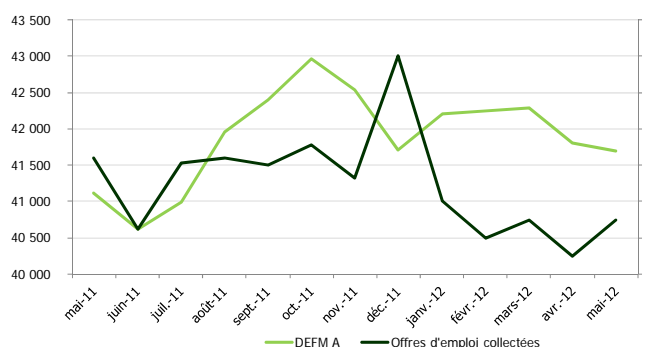
### Bilan économique 2011, estimation de la croissance du PIB martiniquais et tendance 2012

L'IEDOM Martinique et l'INSEE Martinique ont publié leur monographie pour l'année 2011. A cette occasion, les deux établissements ont présenté, le 28 juin 2012, les grandes tendances de l'année 2011 à la Martinique, ainsi que l'évolution de la conjoncture économique pour le début de l'année 2012. L'année 2011, est caractérisée par une croissance modeste de l'économie martiniquaise et la progression du PIB pourrait être de l'ordre de 1,8 % en valeur et de 1,0 % en volume. Si le rattrapage économique se poursuit en 2011, il ne permet pas de faire reculer le nombre de demandeurs d'emploi. La consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique, se maintient globalement en 2011, malgré un ralentissement en fin d'année, alors que l'investissement suit des évolutions variables selon les agents économiques : l'investissement des ménages demeure dynamique, mais les entreprises restent prudentes. Sur le plan sectoriel, le BTP progresse, bien que son activité reste inférieure au niveau d'avant la crise de 2009, tandis que la situation évolue favorablement en fin d'année dans les secteurs liés au tourisme. Au premier trimestre 2012, la conjoncture reste peu porteuse, même si les premiers mois de l'année montrent une certaine résistance de l'activité.

### Moindre dégradation sur le marché de l'emploi

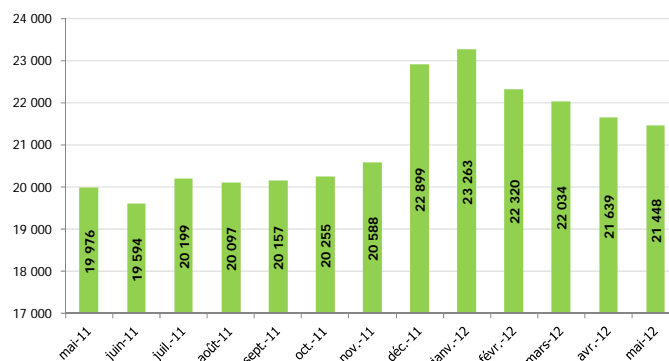
A la fin du mois de mai 2012, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) s'élève à 41 700 (en baisse de 0,2 % par rapport au mois précédent, mais en hausse de 1,4 % sur un an) et l'indicateur de chômage s'établit à 24,7 %. Parallèlement, à fin mai 2012, 21 448 allocataires de Pôle emploi étaient recensés (en baisse de 0,9 % par rapport au mois précédent, mais en hausse de 7,4 % sur un an).

Demandeurs d'emploi de fin de mois et offres d'emploi collectées



Source : SMTP - Pôle emploi, Dares

Allocataires de Pôle emploi



Source : Pôle emploi



## Nominations à l'IEDOM de Fort-de-France

Victor-Robert NUGENT a été nommé directeur de l'IEDOM de Fort-de-France en remplacement de Philippe LA COGNATA. Actuellement directeur de l'agence de Mayotte, il prendra ses fonctions à la fin du mois d'août. Philippe LA COGNATA deviendra directeur de l'IEDOM et de l'IEOM, au siège parisien, à partir du mois de septembre. Thomas de GUBERNATIS, rejoindra également l'agence de la Martinique en qualité de directeur adjoint. Il succèdera, début septembre, à Laurent FAKHOURY affecté au siège de l'Agence Française de Développement. Thomas de GUBERNATIS est actuellement en poste à l'Agence Française de Développement au Ghana.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Résultats des élections législatives de juin 2012

En Martinique, Serge LETCHIMY (Parti progressiste martiniquais) a été réélu dans la circonscription de Fort-de-France. Alfred MARIE-JEANNE (Mouvement indépendantiste martiniquais), député sortant de la circonscription Sud, a été élu dans le Centre-Atlantique. Deux nouveaux députés martiniquais font leur entrée au Palais Bourbon : Jean-Philippe NILOR (Mouvement indépendantiste martiniquais), élu dans la circonscription Sud, et Bruno-Nestor AZEROT (Divers gauche), élu dans le Nord.

En Guadeloupe, quatre députés ont été élus ou réélus : Victorin LUREL (Parti socialiste), actuel Ministre des Outre-mer, réélu dès le premier tour, Gabrielle LOUIS-CARABIN (apparentée socialiste) réélue, Eric JALTON (Parti socialiste) réélu et Ary CHALUS (divers gauche) élu.

En Guyane, Chantal BERTHELOT (apparentée socialiste) a été réélue et Gabriel SERVILLE (Parti socialiste guyanais) élu.

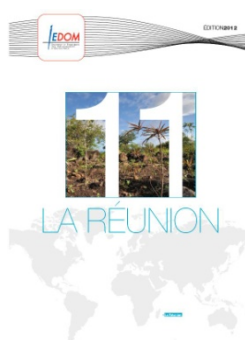
## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mai 2012	128,0	-0,3 %	+1,2 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- mai 2012 - mai 2012	41 700 24,7 %	-0,2 %	+1,4 % -0,2 pt
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mai 2012	21 448	-0,9 %	+7,4 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés (var. trimestrielle)	- mars 2012	39 329	+2,4 %	+7,9 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : douanes)	Importations (millions d'euros) Exportations (millions d'euros) Taux de couverture mensuel	- avril 2012 - avril 2012	258,1 49,3 19,1 %	-4,3 % ns	+27,4 % ns +11,1 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- avril 2012 - avril 2012	42,6 173,0	-13,9 %	+4,3 % +6,0 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires Retrait de cartes bancaires (cumul)	- mai 2012 - mai 2012	17 428 5 027	-0,3 % -	-1,7 % -1,6 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- avril 2012 - cumul annuel	141 170 588 577	-1,2 %	0,4 % +3,8 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juin 2012 - cumul annuel	0 61 090	ns -	ns ns
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- avril 2012 - cumul annuel	15 234 64 133	-10,9 %	-7,7 % +1,1%
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)	- juin 2012 - juin 2012	965 183 5 779	+48,2 % +52,5 % -	+16,3 % +3,4 % -3,7 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Publication du rapport annuel de l'IEDOM



Le Rapport Annuel de l'IEDOM portant sur l'année 2011 a été présenté lors de la conférence de presse organisée le 19 juin 2012 à l'agence de Saint Denis. Cette monographie analyse en détail, dans un premier chapitre, les caractéristiques structurelles de La Réunion, puis dresse le panorama de l'économie réunionnaise à partir des principaux indicateurs économiques. Un troisième chapitre détaille les différents secteurs d'activité qui constituent l'économie locale, en soulignant leurs dynamiques et leurs problématiques propres. Enfin, l'évolution monétaire et financière locale fait l'objet d'un quatrième chapitre portant sur l'organisation du secteur, les grandes tendances de l'activité bancaire en termes d'encours de crédits et de collecte de dépôts et la situation financière des principales banques de la place.

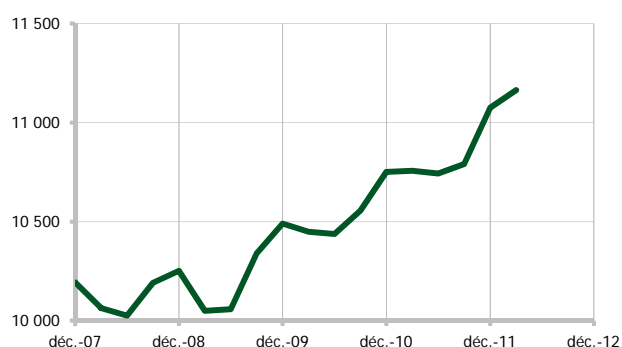
Le rapport est disponible en téléchargement sur le [site de l'iedom](#).

### Banques - Une collecte nette de ressources en hausse début 2012

Après une reprise sensible au quatrième trimestre 2011, les actifs financiers des agents économiques réunionnais continuent à progresser au premier trimestre 2012, mais à un rythme moindre (+ 0,8 % à fin mars 2012 contre + 2,6 % à fin décembre 2011). Ils atteignent 11,2 milliards d'euros, en progression de 3,8 % en glissement annuel.

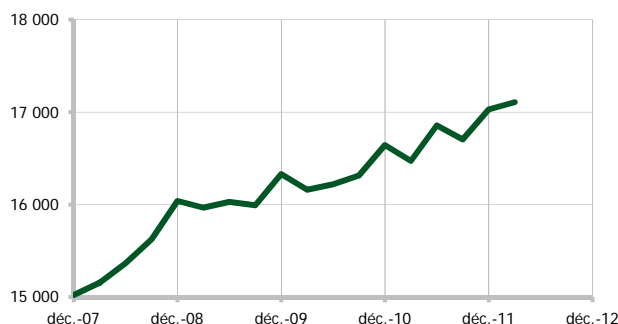
Les placements liquides continuent à progresser au premier trimestre 2012, au même rythme qu'au trimestre précédent. Après un léger recul aux troisième et quatrième trimestres 2011, l'épargne à long terme progresse à nouveau au premier trimestre 2012, bénéficiant notamment de flux de placements en provenance des ménages. Les plus fortes hausses du trimestre concernent les obligations détenues en portefeuille et l'assurance-vie. En revanche, les dépôts à vue ont baissé de 3,5 % pour tous les secteurs de clientèle.

Ensemble des actifs financiers



Source : Iedom

Ensemble des concours bancaires locaux



Source : Iedom

L'encours brut total des crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (94,9 % des crédits octroyés à La Réunion) s'établit à 17,1 milliards d'euros à fin mars 2012, en hausse de 0,5 % sur le trimestre. Cette progression s'explique exclusivement par un découvert exceptionnel non couvert en fin de mois sur un compte ordinaire débiteur détenu par un établissement public de la place. Sans cette opération exceptionnelle avoisinant 140 millions d'euros, les crédits consentis par les établissements de crédit locaux se seraient inscrits en légère baisse. En glissement sur douze mois, les crédits consentis par les établissements de crédit locaux progressent de 3,9 %, soit un rythme proche de celui enregistré par les actifs financiers (+ 3,8 %).

Dans le même temps, l'encours des ménages reste stable et ceux des autres catégories de clientèle s'inscrivent en léger recul. Ces chiffres à fin mars 2012 confirment le ralentissement des financements consentis aux principales catégories de clientèle, témoignant de l'atonie de l'économie et des demandes de financement.

Le bulletin financier du premier trimestre 2012 est disponible sur le [site de l'iedom](#).

## BREVES ECONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	<i>Mai 2012</i>	127,9	+ 0,4 %	+ 0,8 %
	IPC France entière		126,3	- 0,1 %	+ 2,0 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	<i>Mars 2012</i>	23 860	+ 10,7 %	- 2,7 %
	En cumul (milliers d'euros)		70 121	-	+ 6,5 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	<i>Avril 2012</i>	1 520,5	-	- 3,5 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		102,3	-	+ 3,9 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	<i>Mai 2012</i>	122 510	+ 0,2 %	+ 3,5 %

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Avril 2012</i>	158 593	- 2,1 %	- 0,4 %
	Cumul 2012	<i>cumul Avril</i>	674 964	-	-1,7 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	<i>Avril 2012</i>	71 800	+ 2,3 %	- 3,9 %
	Cumul 2011	<i>cumul Avril</i>	279 000	-	+ 0,0 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Avril 2012</i>	1 475	-	+ 43,8 %
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	<i>cumul Avril</i>	6 359	-	+ 25,2 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Avril 2012</i>	12,0	-	+ 40,9 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	<i>cumul Avril</i>	81,4	-	+ 9,2 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Avril 2012</i>	16 976	- 1,4 %	- 1,1 %

**Timide reprise de la croissance à La Réunion**

L'activité économique se redresse en 2011 à La Réunion, selon la dernière publication Cerom. La croissance du produit intérieur brut (PIB) est estimée à 1,2 % en monnaie constante, grâce à la reprise de l'investissement (+ 4,6 %) et à la poursuite de la progression de la consommation des ménages (+ 1,2 %).

Les publications liées sont disponibles sur les sites de [Cerom](#) et de [Insee](#).

**Hausse de l'emploi dans le secteur privé au premier trimestre 2012**

L'emploi dans le secteur privé progresse de 2,8 % au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos). Cette hausse est supérieure à celle observée au niveau national (+ 0,2 %). La masse salariale dans l'île progresse également à un rythme plus élevé : + 5,1 % à La Réunion sur un an contre + 2,7 % au niveau national.

**Hausse du volume d'heures supplémentaires au premier trimestre 2012**

Au cours du premier trimestre 2012, l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos) a enregistré 1,2 million d'heures supplémentaires à La Réunion, un chiffre en hausse de 0,9 % par rapport au premier trimestre 2011. Au niveau national, le volume d'heures supplémentaires est stable (- 0,3 % sur un an), après + 3,8 % au quatrième trimestre 2011.

**Présentation du compte primitif 2012 de la Région Réunion**

Le budget primitif 2012 de la Région Réunion a été présenté en assemblée plénière le 07 juin 2012. Il s'élève à 766 millions d'euros, en hausse de 9 % par rapport à celui de 2011. Le budget est structuré autour de deux axes majeurs : préserver la capacité de la collectivité à tenir les engagements pris pour le nouveau protocole de Matignon et intégrer le transfert de la gestion des personnels de l'état affectés aux routes régionales (ex-DDE).

La moitié des dépenses prévues seront engagées au travers du plan régional d'aides aux communes (85 millions d'euros en 2012) et du plan régional de relance de la commande publique (116 millions d'euros), ainsi qu'au soutien des entreprises et des secteurs prioritaires. Viennent ensuite, le plan régional pour la réussite éducative et la formation, et le plan régional de développement des formations professionnelles (200 millions d'euros). Près de 70 millions d'euros vont également être consacrés à l'année de l'écologie et de la biodiversité, notamment via le trans éco express et le dispositif « emploi vert ».

Une présentation détaillée du budget primitif 2012 est disponible sur le [site de la Région Réunion](#).

**L'assemblée générale d'Air Austral valide le "coup d'accordéon"**

L'ensemble des résolutions soutenues par la direction d'Air Austral ont été validées par l'assemblée générale de la compagnie le 06 juillet 2012, notamment le "coup d'accordéon", une opération diminuant de 95 % la valeur faciale des actions. L'augmentation du capital de la compagnie permettra par la suite de reconstituer les fonds propres de l'entreprise pour un montant maximum de 70 millions d'euros. La Sematra y souscrita à hauteur de 63 millions d'euros (ce montant inclut les participations du début d'année) grâce à la participation de la Région (34 millions d'euros après 12,5 millions d'euros en début d'année), du Département (2 millions d'euros après 4 millions d'euros), de la Caisse des dépôts (9 millions d'euros) et d'investisseurs privés.

En outre, pour permettre à Air Austral de retrouver l'équilibre dès l'exercice 2013-2014, la nouvelle direction a annoncé un « business plan » prévoyant, à compter de novembre, la suppression des lignes de province sur la France métropolitaine, une réorganisation de la desserte de l'Asie, la fermeture de la ligne sur l'Australie et la Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'un plan social prévoyant la non-reconduction de 52 contrats à durée déterminée.

**Le Projet ECO-EX retenu dans le cadre du Programme Investissements d'avenir**

Le projet ECO-EX a été sélectionné par le comité de pilotage de l'action PFMI « Plateforme mutualisée d'innovation » et le Commissariat Général à l'Investissement pour entrer en phase d'ingénierie. Ce projet est basé sur la découverte et la conception de procédés d'extraction permettant la réduction de la consommation énergétique, mais aussi l'utilisation de solvants alternatifs et de ressources végétales renouvelables. Cette phase d'ingénierie doit permettre d'approfondir ce projet pour conduire aux décisions d'investissements et de subventions, de l'État et des partenaires de cette plateforme. Elle sera conduite par la Caisse des dépôts et consignations, opérateur de cette action du programme Investissements d'avenir. Ce projet est porté par le pôle de compétitivité Qualitropic.

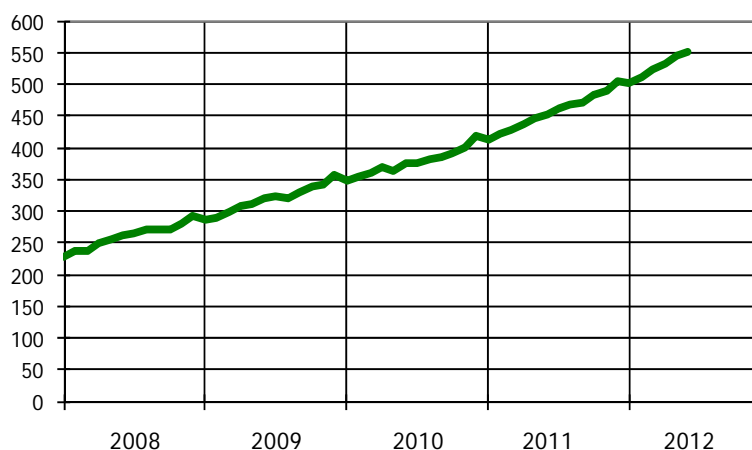
## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes

A fin juin, les émissions nettes de billets progressent de 7,7 millions d'euros sur le mois (soit +1,4 % après +2,1 % en mai) et représentent 552 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets suivent une tendance identique : +1,4 %, après +2,2 % en mai. Le nombre de billets émis par l'agence de l'IEDOM de Mayotte atteint 10,2 millions, dont 72 % sont constitués de la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué dans des proportions identiques en nombre et en valeur, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île n'évolue pas, à 54,2 € au 30 juin.

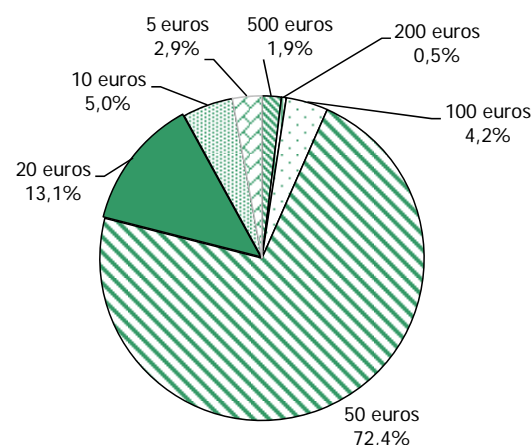
Emissions nettes cumulées de billet au 30 juin 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 30 juin 2012



Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

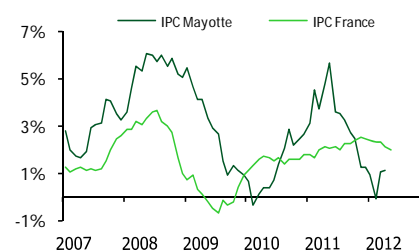
### Prix

En mai, l'indice des prix à la consommation à Mayotte progresse de 0,4 % après avoir déjà augmenté de 1,5 % en avril.

Selon l'INSEE, cette hausse s'explique principalement par le renchérissement des produits alimentaires et boissons et des services aux ménages. Les produits céréaliers augmentent de 1,4 % sur un mois et de 6,7 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Au sein des services aux ménages (+1,2 % en avril), le prix des transports et des communications progresse de 3,9 %, en raison des hausses saisonnières. Pour leur part, les prix des produits manufacturés sont en recul de 0,3 % en avril.

En glissement annuel, l'indice général des prix à la consommation est en progression de 0,7 %, portée notamment par les services aux ménages (+1,2 %) et l'énergie (+2,5 %).

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Source : INSEE  
Base 100 : année 2006

### Prix des carburants

Le préfet de Mayotte a laissé inchangé le prix des carburants au 1<sup>er</sup> juin 2012. Cette décision est sensiblement la même que celle qui a été prise à La Réunion où les prix du super et du gazole n'ont pas été modifiés, alors que les tarifs du pétrole lampant, du fioul domestique, du gazole non routier et du carburant détaxé destiné aux professionnels de la mer enregistrent une légère baisse.

### Transport aérien

- Le trafic aérien observé sur la ligne Mayotte-Réunion s'inscrit en forte baisse depuis le début de l'année. Au terme du premier trimestre 2012, le trafic cumulé ressortait de 13,8 % inférieur à la même période 2011. Le cumul à fin mai 2012 s'avère encore plus dégradé : -16,9 % de trafic cumulé sur les cinq premiers mois par rapport à la même période 2011.
- La recapitalisation indispensable de la compagnie historique de La Réunion *Air Austral*, dont le déficit atteindrait 87 millions d'euros au 31 mars 2012, est envisagée à travers un nouvel apport de fonds de la Région Réunion ainsi que de la Caisse des dépôts et consignations. Des investisseurs privés nationaux, locaux, voir étrangers, devraient également faire leur entrée dans le capital afin de boucler le plan de restructuration financière de la compagnie aérienne.

## Energie

Le 8 juin, EDM et l'Agence française de développement à Mayotte ont signé une convention relative à un prêt de 75 millions d'euros, destiné à financer l'extension de la centrale de Longoni (inaugurée en 2009). Il s'agit d'installer trois nouveaux moteurs diesel supplémentaires, plus performants et respectueux de l'environnement, offrant ainsi 36 mégawatts de puissance en complément des 40 MW actuellement installés sur le site. Cet investissement sera associé à la mise en service de systèmes complémentaires de traitement des fumées rejetées.

## Elections

Le 17 juin, à l'issue du second tour des élections législatives, MM. Boinali SAID, pour la première circonscription (Nord), et Ibrahim ABOUBACAR, pour la deuxième circonscription (Sud), ont été élus députés de Mayotte.

## Finances publiques

La préfecture de Mayotte a publié les arrêtés concernant les dotations de l'Etat attribuées au Département, aux communes ainsi qu'aux syndicats intercommunaux. La dotation globale de fonctionnement du Conseil général pour l'année 2012 atteint ainsi 26 millions d'euros, les 17 localités se partagent 30 millions d'euros et le syndicat mixte d'investissement pour l'aménagement de Mayotte (SMIAM) se voit doter de 10,7 millions d'euros au titre de la dotation spéciale de construction et d'équipement des établissements scolaires.

# PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		mai-12	116,2	0,4%	0,7%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		mai-12	9 124	9,6%	-
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-12	22 975	15,8%	-22,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	mars-12	66 658	52,6%	-18,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-12	423	12,1%	-51,0%
		cumulées	mars-12	977	76,4%	-50,7%
	Taux de couverture	mensuels	mars-12	1,84%	0,73 pt	-1,08 pt
		cumulés	mars-12	1,47%	0,20 pt	-0,96 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	mars-12	331	6,6%	-26,2%
		cumulés	mars-12	1 021	-	-9,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	mars-12	29 971	92,1%	11,9%
		cumulés	mars-12	63 345	-	3,6%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	mars-12	19,8	-6,9%	-0,2%
	cumulés	mars-12	73,6	-	n.d	
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	mars-12	5 094	-54,7%	-49,1%
		cumulées	mars-12	1 803	-	-8,9%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	mars-12	9 556	9,0%	-5,7%
		cumulée	mars-12	28 014	-	1,2%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En mai 2012, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré sept incidents de paiement sur chèques et quatre retraits de carte bancaire. Par ailleurs, l'archipel comptait 19 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire, soit une de plus qu'en mai 2011.

### Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007.

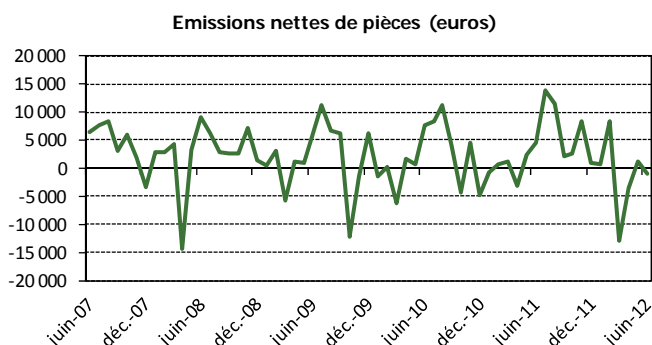
### Opérations de compensation

Le volume des chèques présentés à la compensation au cours du second trimestre 2012 recule de moitié par rapport à la même période de l'année précédente tandis que les montants échangés diminuent plus faiblement de 14 %. La tendance est similaire pour le nombre de virements transitant par la chambre de compensation de l'IEDOM, qui recule de 18 %, mais les montants affichent une progression de 39 %. Enfin, aucune demande de prélèvement n'a été enregistrée au cours du second trimestre 2012, ce type d'opération ne transitant plus par la chambre de compensation de l'IEDOM.

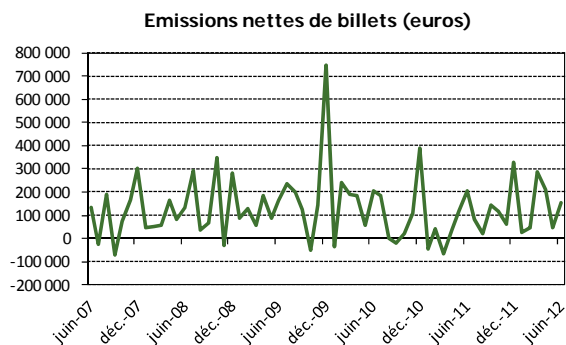
		2e trimestre 2012	Variation T de A-1	Variation T-1
Chèques	Volume	15 465	-49,4%	-22,9%
	Valeur	12 190 251	-14,0%	-19,3%
Virements	Volume	516	-17,6%	31,3%
	Valeur	698 924	39,2%	5,9%

### Circulation fiduciaire

Fin juin 2012, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 16,2 millions d'euros (pour un volume de 428 481 billets), en hausse de 10,5% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,487 million d'euros (pour un volume de 2,731 millions de pièces), en progression de 7,1% en glissement annuel.



Source : IEDOM



Source : IEDOM

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Communication du Projet d'action stratégique de l'Etat

La Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon a développé un projet d'action stratégique pour la période 2012-2014 dans lequel elle présente les principales priorités de l'Etat pour les trois années à venir. Ce PASE s'appuie sur cinq orientations stratégiques : la diversification économique, le développement durable, la cohésion sociale, l'intégration régionale et l'amélioration de l'efficacité de l'Etat.

### Forum des métiers à Saint-Pierre

La chambre de commerce, le service de l'Education nationale et Pôle emploi ont organisé conjointement un forum des métiers qui s'est tenu à Saint-Pierre les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin. Ce forum destiné aux jeunes et aux demandeurs d'emploi avait pour objectif d'informer sur les possibilités d'insertion professionnelle à moyen terme et de sensibiliser le public aux formations requises. De nombreux stands ont ainsi été mis en place animés par les responsables d'établissements représentant plusieurs secteurs d'activité dans l'archipel.

### Nouvelle réunion de l'Alliance SEUS-CP

La 5<sup>e</sup> conférence de l'Alliance s'est tenue du 20 au 22 mai 2012 à Myrtle Beach. La délégation de Saint-Pierre-et-Miquelon a ainsi pu exposer aux participants nord-américains les avantages et les dispositifs existants sur l'archipel et a présenté une nouvelle fois l'archipel comme tête de pont vers l'Union européenne.

### Installation d'une station provisoire GALILEO à l'aéroport de Saint-Pierre

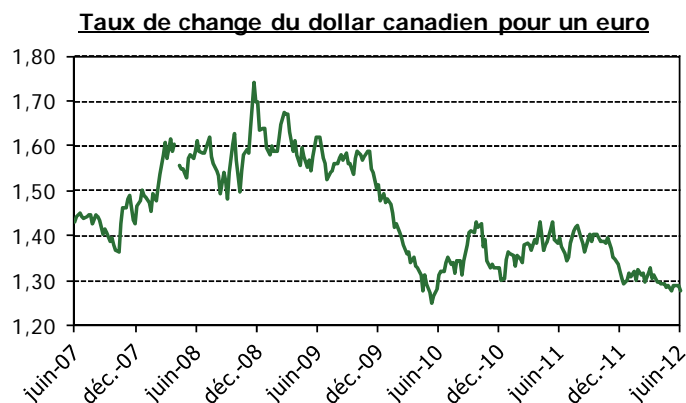
Suite à une première mission de l'agence spatiale européenne en décembre 2010, une station temporaire composée de deux antennes a été installée à l'aéroport de Saint-Pierre le 15 mai dernier. Cette station, dont l'implantation définitive devrait intervenir au cours de l'année 2013, participe à la vérification de l'intégrité des signaux transmis par les satellites de la constellation GALILEO en collaboration avec le centre de contrôle de Fucino en Italie.

### Fin de la 3<sup>e</sup> campagne de recherche de l'Oiseau Blanc

L'équipe dirigée par M. Bernard Decré a effectué sa dernière sortie en mer le 26 juin dernier, mettant ainsi fin à 14 jours de recherches. Malgré l'utilisation de matériels plus perfectionnés et la mise à disposition des plongeurs du FULMAR par la Marine nationale, la mission financée notamment par le groupe SAFRAN Sagem n'a pu localiser ni le moteur de l'avion « l'Oiseau Blanc », ni l'épave du chalutier « Ravenel ». D'autres opérations de recherches devraient reprendre l'année prochaine.

### Appréciation du cours du dollar canadien

Le cours de la devise canadienne poursuit son appréciation face à l'euro au second trimestre 2012. Le taux de change de l'euro, qui s'était contracté de 2,6 % sur un an en mars 2012, enregistre un recul de 7,0% en juin 2012. Il s'établit ainsi à 1,2874 CAN/EUR en moyenne en juin 2012 contre 1,4063 CAN/EUR en juin 2011.



Source : banque-france.fr

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Préfecture)	Prix à la <b>consommation</b> – 4 <sup>e</sup> trimestre 2011	-	+0,26%	+3,61% <i>Par rapport à Décembre 2010</i>
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Emploi</b> (Source : DCSTEP)	<b>Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1)</b> Mai 2012 :	233	-2,5%	-22,6%
	<b>Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés</b> Mai 2012 :	230	-15,8%	-2,5%
	<b>Indicateur mensuel moyen de chômage</b> Mai 2012 :	7,3%	-	-
<b>RSA</b> (Source : CPS)	Nombre de <b>bénéficiaires</b> - fin mai 2012 :	44	+2,3%	+37,5%
	Nombre de <b>personnes à charge</b> - fin mai 2012 :	82	-2,4%	+54,7%
<b>Commerce extérieur</b> (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes)	<b>Importations (milliers d'euros)</b> Mai 2012 :	6 109	-31,4%	n.s.
	Cumul annuel :	31 397	-	-13,0%
	<b>Exportations (milliers d'euros)</b> Mai 2012 :	67	-43,7%	n.s.
	Cumul annuel :	824	-	-1,1%
	<b>Déficit commercial (milliers d'euros)</b> Mai 2012:	6 042	-31,2%	n.s.
	Cumul annuel	30 573	-	-13,3%

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Pêche industrielle</b> (Source : DTAM)	<b>Débarquements</b> (en tonnes) Entre novembre 2011 et mars 2012	816	-	-24,4%
	<b>Pêche artisanale</b> (Source : DTAM)	<b>Débarquements</b> (en tonnes) Entre avril 2011 et mars 2012	1 291	-
<b>Trafic aéroportuaire</b> Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	<b>Nombre de passagers (arrivées + départs)</b> Avril 2012 :	3 090	-1,4%	-9,9%
	Cumul annuel :	10 606	-	0,0%
	<b>Mouvements d'avions</b> Avril 2012 :	188	-11,7%	+19,0%
	Cumul annuel :	818	-	+2,5%
	<b>Fret et envois postaux (en tonnes)</b> Avril 2012 :	14 719	-23,0%	-1,5%
	Cumul annuel :	59 826	-	-6,7%



Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,75%	date d'effet	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal		1,50%		11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt		0,00%		11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

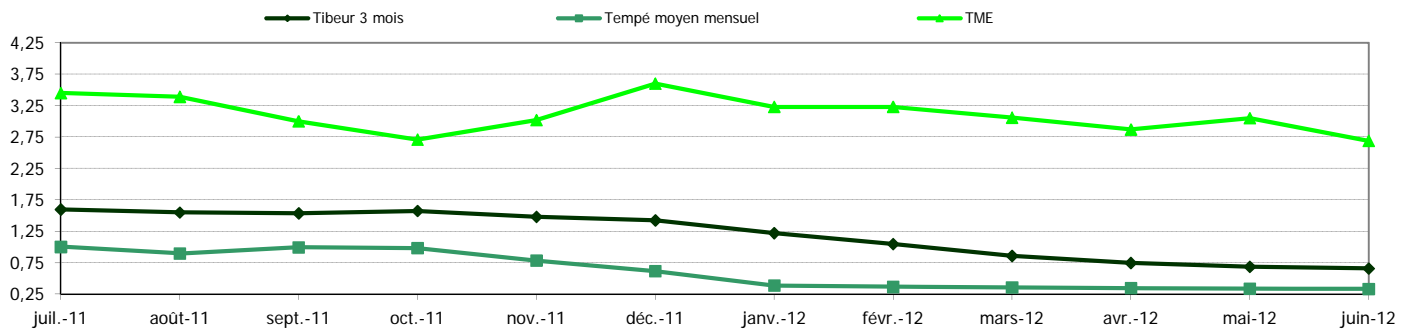
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2012)				
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,3587%	0,3475%	0,3370%	0,3333%	0,3800%	0,6590%	0,9350%	1,2200%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin	
2,87%	3,05%	2,79%	2,69%	3,07%	3,25%	2,99%	2,89%	

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,07%
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,23%
Prêts à taux variable	5,81%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts-relais	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,24%	Découverts en compte (1)	13,53%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	16,40%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,88%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

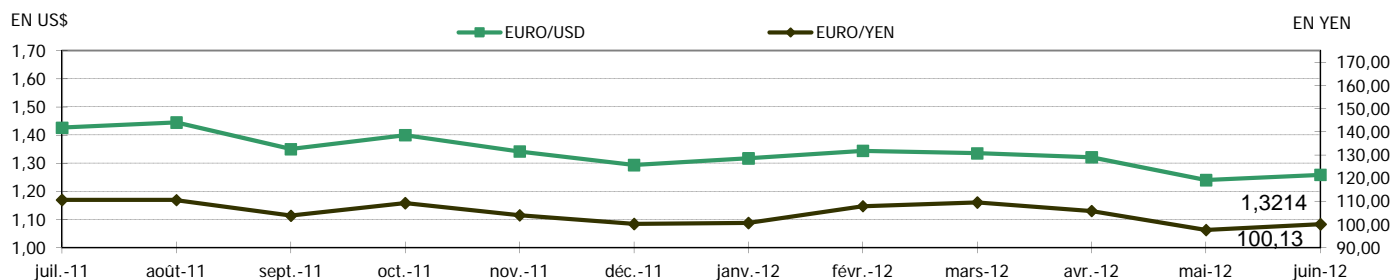
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2590	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,3669	EURO/SRD (Surinam)	4,17800
EURO/JPY (Japon)	100,1300	EURO/BWP (Botswana)	9,67580	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,26630
EURO/CAD (Canada)	1,2871	EURO/SCR (Seychelles)	18,2352	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,6361
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,80680	EURO/MUR (Maurice)	38,8049	EURO/BBB (La Barbade)	2,53210
EURO/SGD (Singapour)	1,5974	EURO/BRL (Brésil)	2,5788	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,13000
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,7658	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,43740	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2785,3436	EURO/XCD (Dominique)	3,4184	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 11 juillet 2012 - Dépôt légal : juillet 2012 - ISSN 1284-4438